



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

87 | 2001

Parcours de l'ethnologie dans le monde post-soviétique

---

# La recherche en coopération dans les sciences sociales au Vietnam ou la réinvention du partenariat

Bernard Hours

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2758>

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 171-182

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Bernard Hours, « La recherche en coopération dans les sciences sociales au Vietnam ou la réinvention du partenariat », *Journal des anthropologues* [En ligne], 87 | 2001, mis en ligne le 01 décembre 2002, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2758>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

---

# La recherche en coopération dans les sciences sociales au Vietnam ou la réinvention du partenariat

Bernard Hours

---

- 1 La coopération est une modalité de fonctionnement et d'exercice de la recherche et à ce titre elle ne peut être substituée à la recherche qui demeure, par nature, l'activité principale d'un chercheur parce que c'est son métier. Le partenariat qui en découle dans une large mesure est un rapport social entre acteurs de la recherche. Il faut bien mesurer tout ce que ces deux termes ont de galvaudé à force de servir en toutes circonstances, depuis les discours politiques bilatéraux jusqu'aux relations scientifiques entre chercheurs professionnels qui ne sont pas des politiques mais des scientifiques.
- 2 Si la coopération internationale est une nécessité planétaire, en particulier dans une période de globalisation des enjeux, le partenariat devient facilement un concept flou ou idéologique. Il s'est développé d'abord dans les ONG tiers-mondistes dans les années soixante-dix/quatre-vingt, avant de devenir le cheval de bataille d'une coopération française à court de concepts et à bout de souffle. Sa signification s'est ainsi largement diluée dans le cadre d'une rhétorique politique de circonstance.
- 3 La politique « d'ouverture économique » menée au Vietnam à partir du milieu des années quatre-vingt a exercé de profonds effets qui commencent seulement à se développer. Cette ouverture résulte de la faillite de la fermeture, particulièrement évidente à l'approche de l'effondrement de l'Union Soviétique qui, au-delà de sa « coopération », apportait le ballon d'oxygène d'une aide importante et durable permettant de maintenir la clôture sur soi.
- 4 La coopération avec les « pays faibles » sur une base idéologique et économique s'est ainsi étendue aux pays capitalistes. Un moment la seconde a paru se substituer à l'effacement de la première. Il apparaît aujourd'hui que des liens commerciaux solides demeurent avec les anciens « pays frères » mais que l'intégration internationale du Vietnam au marché mondial passe par les pays capitalistes.

- 5 La coopération scientifique, longtemps monopolisée par l'URSS, se diversifie, les formations acquises dans les universités américaines, australiennes, européennes, se présentant comme des conditions d'une intégration durable à un contexte global. Les attentes portent essentiellement sur de nécessaires recyclages méthodologiques et l'injection de ressources étrangères pour dynamiser les secteurs antérieurement négligés d'une recherche publique importante et non sinistrée.
- 6 Dans le domaine des recherches menées en coopération au Vietnam, j'aborderai ici la situation des sciences sociales dans un pays toujours socialiste malgré l'étonnement provoqué par cette affirmation auprès de beaucoup de collègues, qui croient, à tort, que l'effondrement du mur de Berlin a mis un terme à l'histoire antérieure. Les difficultés de l'accès au terrain seront ensuite évoquées ainsi que le statut des connaissances produites et les risques professionnels induits par certaines pratiques scientifiques demandées.

## Les sciences sociales en Asie socialiste

- 7 Les sciences sociales sont des sciences asservies dans la tradition des pays socialistes parce qu'elles travaillent sur une réalité sociale identifiée à l'image idéologique d'une société modèle qui constitue le projet collectif central de ce type de régime politique. Parce que la société réelle doit être confondue avec la société idéale, ses caractères, usages, pratiques, représentations sont occultés au profit d'une dynamique collective, à la fois construction permanente et édification d'un homme nouveau dans une société nouvelle idéale, débarrassée de ses contradictions sociales. La mise en œuvre des outils sociologiques hérités du marxisme est particulièrement apte à analyser les contradictions et les occultations propres à de telles sociétés qui se réclament plus d'une tradition léniniste que du marxisme dont elles ont tout à redouter en termes de sciences sociales.
- 8 Au Vietnam si les sciences dites exactes sont elles aussi mobilisées au service d'un projet politique de développement technologique et économique, les contraintes qu'elles subissent ne portent pas sur la nature de leur objet comme c'est le cas pour les sciences sociales. Analyser l'homme dans la société c'est en effet entrer dans le champ de l'idéologie et tomber sous la contrainte permanente d'une orthodoxie incontournable car l'édification de la société socialiste est elle-même conçue comme une construction scientifique productrice de vérité sociale. Les conséquences d'une telle conception sur la production des connaissances en sciences sociales sont extrêmes. Les sciences sociales sont dans un tel contexte l'objet d'un encadrement politico-idéologique rapproché, peu favorable à l'innovation. Elles alimentent et sont alimentées par une pesante rhétorique politique qui leur attribue des objets de prédilection compatibles avec l'idéologie politique.
- 9 La population comme agrégat d'hommes indistincts confère aux études démographiques un intérêt particulier, conforme à la nécessité de mettre en œuvre des méthodes quantitatives qui produisent des données facilement manipulables. Dans un pays où la population est très nombreuse par rapport aux ressources disponibles, où un contrôle des naissances efficace est développé, les données démographiques sont appréciables et favorisent le contrôle des migrations qui est un sujet de préoccupation constant des autorités. Comme en Chine il y a dix ans, l'Etat redoute les concentrations urbaines et n'ignore pas que sa principale chance de survie consiste à améliorer les conditions économiques très précaires des paysans.

- 10 L'économie est un autre domaine d'élection des sciences sociales. Les données économiques et statistiques quantifiées ont longtemps tenu lieu de connaissance de la société et ont permis d'alimenter les plans dans un contexte hautement dirigiste. En économie planifiée de type soviétique, le plan résume à lui seul tout le projet social et politique, souvent il est le projet lui-même réduit à sa propre mesure bureaucratique.
- 11 Dans ce contexte, les questionnements démographiques ou économiques ont un sens pour les institutions nationales dès lors que leur applicabilité paraît immédiate et que les résultats peuvent cautionner des décisions. Parce que les faits sociaux sont d'abord conçus comme quantifiables et planifiables, l'économie et la démographie sont directement pertinentes donc facilement utilisables et acceptables. Le développement étant d'abord macro-économique et productiviste, les objets de recherche produisant des données chiffrées sont particulièrement appréciés. Ils sont considérés comme réels parce que validés par des statistiques. Celles-ci font bonne figure dans les projets et les rapports à l'usage des bailleurs de fonds. La rhétorique technocratique internationale sur le « développement social » ou le « développement humain » est bien maîtrisée, même si son acception locale a peu à voir avec l'idéologie de la Banque mondiale qui apprécie d'abord les Etats « disciplinés ». C'est un domaine qui favorise le développement d'une expertise socio-économique en bordure de la recherche scientifique, et ne subissant pas les contraintes qui s'exercent sur celle-ci. On comprend aisément que la sociologie et l'anthropologie aient un statut différent. La sociologie est supposée produire une image de la société largement idéale et mobilisatrice. Le fait qu'elle puisse produire des données quantifiées rassure. Dans la mesure où le socialisme scientifique est la connaissance officielle de la société, hors des propos hagiographiques, la sociologie se voit chargée d'étudier les « fléaux sociaux » selon l'expression encore en usage. Ainsi dans la situation de transition et de crise des valeurs actuellement observable, l'étude de la prostitution, de la toxicomanie, de la délinquance, des modèles d'autorité parentale en mutation, amène à analyser les changements sociaux comme des pathologies sociales, la « moralité » constituant un socle inébranlable à défaut d'être inébranlé.
- 12 L'anthropologie est identifiée comme un concept étranger, qui peut être utile puisqu'elle est développée dans les pays riches. Toutefois, son image renvoie à l'anthropologie physique et à la notion de race, très présente dans les opinions en Asie. L'idée que les hommes en société puissent produire des représentations plus complexes et plus contradictoires que les « déterminants » des valeurs culturelles ou que la conformité aux normes collectives passe difficilement. Hors de la sphère de l'intérêt économique individuel qui explose avec le développement du marché, des profits et de la corruption, l'individu n'est pas censé penser sa situation sociale. Il n'y a donc pas lieu de s'en préoccuper. C'est un champ qui échappe à la science de la société. L'ethnographie est par contre bien perçue, dans la tradition soviétique d'étude des « nationalités » ou « ethnies » (i.e. les minorités). Ces minorités sont l'objet d'une rhétorique bien rodée, typiquement évolutionniste. Il s'agit de les amener à se développer pour rejoindre la majorité « civilisée ». Après trente ans de travaux, de brefs séjours sur le terrain et de longs discours fleuve, la perception des sociétés marginales demeure singulièrement rigide, comme si tout cela n'était qu'un alibi, plus encore qu'au Laos voisin, où les minorités furent plus engagées dans la libération du pays, pour ou contre celle-ci. Les travaux des ethnologues étrangers, tolérés à petite dose car l'accès au terrain est contrôlé, se prêtent facilement à de tels usages dans la plupart des cas, avec ou sans la complicité de leurs

auteurs. Notre propos ne paraîtra caricatural qu'à ceux qui ignorent de telles contraintes, ou font semblant, pour pouvoir aller sur le terrain, parfois.

- 13 Le positionnement des différentes disciplines de recherche en sciences sociales montre à l'évidence que le transfert de connaissances et de méthodologies est plus aisé pour les disciplines susceptibles de produire des données quantitatives. La notion de développement, parce qu'elle est entendue en termes évolutionnistes, le socialisme constituant le stade ultime du développement ou la victoire finale, ouvre une large plage de collaboration et de quiproquo. Vouloir clarifier ces ambiguïtés expose à fragiliser la coopération, tout comme hier en Afrique, et parfois aujourd'hui, analyser les systèmes politiques et sociaux pouvait revenir à scier la branche sur laquelle le chercheur pouvait être assis. S'interroger sur les « traditions », le développement ou la maladie est moins risqué, tout en demeurant intéressant et utile.

## Les contraintes de l'enquête et du partenariat

- 14 Au Vietnam, l'accès au terrain est extrêmement difficile dès lors qu'il dépasse la durée d'une visite d'expert, c'est-à-dire quelques heures ou quelques jours<sup>1</sup>. Le chercheur étranger est d'ailleurs, par nature, présenté comme un expert étranger, venu aider à trouver des solutions aux problèmes. Tel est bien l'objectif de toute coopération scientifique, à condition que la recherche y trouve son compte, c'est-à-dire les moyens de se réaliser. Cela est particulièrement délicat pour la pratique des enquêtes anthropologiques qui supposent de rencontrer durablement et librement des acteurs sociaux libres de s'exprimer ou à défaut, libres de faire comprendre ce qu'ils veulent dire si l'anthropologue est en mesure de le saisir. L'organisation d'une enquête suppose de franchir plusieurs obstacles. Il faut souligner ici que le chercheur étranger n'est pas au Vietnam en position de créateur ou d'animateur d'une équipe de recherche. Ces équipes existent et sont déjà structurées. L'« expert » étranger n'est attendu que pour apporter une méthodologie, technique, et des crédits, la politique scientifique étant déjà formulée en amont. L'étranger s'inscrit dans une position subordonnée. Il n'est plus exposé à être le dominateur mais doit se défendre d'être le dominé. On lui désigne ses homologues ou contrôleurs chargés de surveiller la bonne ligne des enquêtes. Cette constante structurelle du partenariat est à la fois une contrainte inévitable et le signe nécessaire d'intégration qui permet de construire au-delà l'espace relationnel et scientifique d'une enquête possible.
- 15 Bien que de façon moins marquée qu'au Vietnam, une situation analogue prévaut dans de nombreux pays asiatiques ou certains pays du sud américains possédant une recherche digne de ce nom. Le chercheur étranger y est un appui, pas un maître ou un chef d'orchestre, ce qui interdit de considérer la création d'équipes de recherche comme un critère exclusif de bonne coopération, comme en Afrique. Il convient donc d'abord d'être en rapport avec un partenaire institutionnel apte à saisir la problématique et à participer. Cela ne va pas de soi lorsqu'il s'agit d'enquêter sur des perceptions, des opinions, des représentations, dont la validité statutaire n'est pas reconnue par l'idéologie globale. La population est une masse indistincte non différenciée et seule l'ouverture du marché a provoqué une brèche dans cet endiguement puisque les inégalités se développent et les diversités d'opinion avec. La fiction d'une société égalitaire homogène et transparente a éclaté mais l'idée demeure que les regards individuels sur la société ne présentent aucun intérêt puisque le pilotage de la société se pense comme une sorte de pilotage

automatique, de décollage à partir des seuls instruments. Beaucoup d'esprits avisés se sont aperçu que le risque de « crash » augmente désormais rapidement et que la connaissance des stratégies individuelles peut utilement compléter les rapports de police, d'autant que les messages adressés sont différents. C'est dans une telle brèche, très liée à l'ouverture des échanges et du marché, que les enquêtes qualitatives trouvent un sens aux yeux des partenaires.

- 16 Les résultats de telles enquêtes, les matériaux recueillis ouvrent un univers de connaissances qui commencent à être jugées utiles pour anticiper, maîtriser des situations de crise sociale que les outils antérieurement utilisés occultent au lieu de les mettre en lumière.
- 17 La connaissance établie sur l'opportunité de produire de telles connaissances, il faut négocier les multiples autorisations requises aux différents niveaux de l'appareil bureaucratique. C'est la tâche presque exclusive du partenaire qui engage sa propre autorité. Les résistances se situent toujours aux niveaux intermédiaires de responsabilité qui se satisfont plus aisément de l'opacité sociale que les « décideurs » de haut niveau, plus aptes à saisir l'intérêt de connaître plutôt que celui d'ignorer. L'obtention d'autorisations n'interrompt nullement la surveillance discrète constante qui s'exerce à tous les niveaux de la vie personnelle et professionnelle. La police passe régulièrement pour enquêter dans les instituts de recherche et faire des vérifications sur les chercheurs étrangers. Elle exige la liste des questions abordées, des personnes rencontrées, et parfois un rapport hebdomadaire.
- 18 Vient enfin la mise en place locale de l'enquête et le face à face avec cette population anonyme et sans visage qui va peu à peu émerger avec ses paroles, ses pratiques officielles et non officielles, sa réalité contradictoire, de plus en plus éloignée des agrégats macro-politiques, macro-économiques. Le processus d'enquête, c'est cette lente émergence des acteurs sociaux, des sujets. Le dialogue qui s'instaure, hésitant, est aussi une autre forme de coopération...
- 19 La durée d'une enquête anthropologique – plusieurs mois, au même endroit, avec les mêmes gens – plonge les interlocuteurs dans la perplexité, tout autant que les institutions. Que peut-on dire en effet d'autre que oui ou non à un questionnaire ? Progressivement, les collègues vietnamiens engagés perçoivent le sens et la portée d'un tel entêtement, qui produit d'autres données, et quelquefois d'autres réponses que celles des questionnaires. Parce qu'il n'y a nulle tentative de subversion de l'ordre social, mais simple volonté de comprendre et d'entendre, à partir d'outils méthodologiques spécifiques, la recherche acquiert un sens, tant pour les scientifiques, les institutions partenaires, que pour les sujets de l'enquête qui prennent la parole. Un tel processus requiert beaucoup de constance et il est gratifiant pour tous les partenaires engagés. Tout à l'inverse des situations où l'on vous traite de « patron », l'étranger au Vietnam est suspect et la nationalité française n'est ni un obstacle, ni un avantage. Les rancœurs coloniales directement exprimées, elles laissent place à un espace en forme de vide à remplir, après trente ans d'isolement radical qui structure profondément la perception du monde extérieur. Si l'enquête de terrain constitue un défi majeur, en aval de celle-ci, le statut de la connaissance produite demeure problématique malgré le prestige des savants et docteurs dans une tradition confucéenne bien établie. Dans le contexte idéologique décrit, la connaissance est largement instrumentale, y compris la culture, aujourd'hui au centre d'une stratégie de reformulation de l'identité nationale au

Vietnam. La science peut aisément servir d'alibi dans le contexte d'une idéologie scientiste, positiviste et matérialiste de type soviétique.

- 20 La technologie, comme symbole de progrès et d'émancipation de l'homme, tient une place de choix dans un tel dispositif et les disciplines scientifiques sont souvent réduites à des techniques à maîtriser pour « maîtriser le monde ». Les déséquilibres technologiques nord-sud font de l'aspiration technologique un fantasme idéologique plus qu'une réalité. L'innovation technologique est autant attendue que l'innovation scientifique est redoutée, tenue à distance ou contrôlée en particulier dans les sciences de l'homme et de la société. Toutefois, le contrôle social étant moins total qu'auparavant, la solution des problèmes sociaux et économiques crée un besoin de pistes nouvelles pour trouver des solutions. C'est pourquoi les demandes adressées aux chercheurs sont essentiellement stratégiques : il s'agit à la fois de valider les stratégies étatiques proclamées mais aussi de les rendre efficientes. L'existence d'une ouverture sur le monde extérieur interdit de transformer les échecs en succès. Cette obligation de résultat ouvre donc sensiblement le carcan évoqué et elle laisse une place limitée mais réelle à l'innovation.
- 21 Le contexte précédemment évoqué expose le « chercheur expert » aux risques de l'assistance technique, avec la perte de qualification qu'elle peut entraîner. Sans bénéficier du statut et de la liberté d'un vrai acteur de substitution, comme souvent en Afrique, le chercheur se trouve en position difficile pour développer une logique scientifique de qualité. Les demandes de caution scientifiques, de formation, sont formulées sans que parfois les contraintes mentionnées autorisent à les réaliser dans de bonnes conditions. Comme dans d'autres contrées, l'assistance à un séminaire suppose d'abord des versements de *per diem*, ce qui rend le concept de transfert de connaissance d'un idéalisme typiquement occidental ou en fait, en partie, un pieux mensonge.
- 22 Au Vietnam les chercheurs ventilés dans différents ministères sont soumis aux mêmes contraintes globales et c'est la qualité des relations avec leur partenaires et la qualité scientifique de celui-ci qui constitue le principal critère permettant de développer une activité scientifique décente ou d'être emprisonné dans l'expertise ou l'assistance technique. Dans la réalité quotidienne, le système extrêmement pesant décrit peut interdire toute vraie activité de recherche sauf si la qualité et l'autorité des partenaires directs autorisent le développement d'une dynamique raisonnable. Cela ne va pas de soi et suppose beaucoup d'efforts.
- 23 La recherche publique en coopération et en partenariat avec les pays du sud est la raison sociale propre d'un institut tel que l'IRD, ex-ORSTOM, durablement soumis à une double tutelle principale : celle d'un ministère politique (Coopération puis Affaires étrangères) et celle d'un ministère plus scientifique (Recherche). Des générations de chercheurs se sont affrontées à ce faux dilemme en tentant, avec des succès divers, de le maîtriser. Chaque programme de recherche apporte sa solution à cette tension.
- 24 Au terme d'une évocation des conditions de la coopération scientifique au Vietnam qui n'est ni pessimiste, ni paranoïaque, il apparaît que le discours général et abstrait sur la coopération scientifique tel qu'il était formulé par les instances scientifiques ou administratives de l'ex-ORSTOM est singulièrement approximatif pour évaluer la qualité politique de la coopération ou la qualité scientifique de la recherche qui ne sauraient être ni séparées, ni confondues. Juger des capacités de coopération des chercheurs suppose une connaissance des contextes nationaux qui fait, dans une certaine mesure, défaut tant à l'administration spécialisée qu'aux instances scientifiques.

- 25 Le poids de modèles africains, de critères africains, a constitué un obstacle à une juste évaluation désormais bien identifiée. Ce poids entretient l'illusion que la coopération – qui est d'abord politique – s'évalue comme la qualité scientifique qui sort nécessairement perdante de ce marché de dupes. Les politiques sont aptes à apprécier la qualité d'une coopération, scientifique ou non. Celle-ci ne saurait être évaluée par des scientifiques, sans qu'ils disposent d'un bagage de connaissances appropriées et actualisées. Lorsque les scientifiques disposent de cette capacité, ils sont devenus des politiques et ne sont plus des scientifiques.
- 26 Dès lors, au-delà d'une rhétorique politique de circonstance et de nécessité sur la coopération scientifique, la principale légitimité durable d'une institution de recherche, fut-elle en coopération, demeure, en première comme en dernière instance, la qualité et la quantité des travaux scientifiques qui y sont produits. Les modalités concrètes de la coopération se surajoutent à la recherche scientifique, elles ne lui retirent rien et ne sauraient justifier des critères spécifiques qui pourraient passer, à juste titre, pour des critères de médiocrité scientifique organisée. Cette affirmation constitue durablement le pivot de la légitimité des chercheurs dans la société civile. L'histoire de la recherche coloniale passée ne fut jamais en mesure de remettre en question ce principe fondateur, seul et unique gage de la perdurance des institutions de recherche publique dans la société française, en particulier dans une période de globalisation et de concurrence scientifique accrue qui exclut à grande vitesse tous ceux qui s'abritent derrière des spécificités fragilisées. Le regretter, légitimement, n'interdit pas d'en accepter non pas l'évidence, mais les enjeux. La nostalgie tardive de la recherche en coopération au temps béni de Jacques Foccard n'est probablement pas la meilleure façon d'affronter ces enjeux.
- 27 La coopération est une valeur ajoutée. Ce n'est pas une valeur soustraite. Elle suppose donc des critères d'évaluation rigoureux plutôt qu'ambigus ou opportunistes et indépendants de l'évaluation de la qualité scientifique qui ne se négocie pas mais se mesure. Parce qu'elles sont atypiques par rapport aux usages africains, les coopérations scientifiques menées au Vietnam provoquent la réflexion et invitent à la définition de critères d'évaluation adéquats en lieu et place de l'amnésie, de l'occultation ou de l'incompréhension des contextes.
- 28 Si la coopération scientifique en Asie n'a pas à être opposée de façon systématique à celle qui est menée en Afrique, pas plus que la recherche ne s'oppose à la coopération, se contenter de pointer des nuances mineures ou des « anomalies » amène à sous-estimer les inflexions stratégiques requises autant que les qualités nécessaires de la part des chercheurs engagés, parfois soumis à de lourdes contraintes. Cette attention portée aux contraintes locales s'inscrit dans la vocation des sciences sociales et plus encore dans celle de l'anthropologie.



---

## NOTES

1. On se reportera très précisément sur ce point à l'excellent article de Jean Michaud sur le sujet au Vietnam (p. 45-48) ainsi qu'au point de vue discutabile de Jean Copans (p. 53) dans *Anthropologie et Sociétés* « Terrains d'avenir », 24, 1, 2000.

---

## AUTEUR

**BERNARD HOURS**

IRD